



BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE
EUROSYSTEME

Communiqué de presse

25 mai 2022

Selon la *Financial Stability Review* de la BCE, la guerre entre la Russie et l'Ukraine accroît les risques pour la stabilité financière

- L'impact de la guerre sur les prix de l'énergie, l'inflation et la croissance amplifie les vulnérabilités existantes
- La réaction des marchés à l'invasion a été globalement ordonnée, mais le risque d'une nouvelle correction subsiste
- Les banques font face à un affaiblissement de leur rentabilité après une forte reprise en 2021

Les conditions de la stabilité financière dans la zone euro se sont détériorées, car l'invasion de l'Ukraine par la Russie a entraîné une hausse des prix de l'énergie et des matières premières et accentué les risques pour l'inflation et la croissance dans la zone euro, conclut la [Financial Stability Review de mai 2022](#) (FSR) publiée ce jour par la Banque centrale européenne (BCE).

« La terrible guerre en Ukraine a entraîné de très grandes souffrances humaines », a déclaré le vice-président de la BCE Luis de Guindos. « Elle a également accru les risques pour la stabilité financière via son incidence sur pratiquement tous les aspects de l'activité économique et sur les conditions de financement ».

La réaction des marchés à l'invasion de l'Ukraine par la Russie a été globalement ordonnée. Toutefois, les prix des matières premières et de l'énergie sont demeurés élevés et volatils, ce qui a provoqué des tensions sur les marchés dérivés de ces produits. Malgré de récents ajustements, certains actifs restent exposés à de nouvelles corrections si les perspectives de croissance continuent de se détériorer et/ou si l'inflation s'avère nettement plus élevée que prévu.

Les vulnérabilités pourraient s'accroître en raison de l'évolution incertaine de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et des modifications des anticipations d'une normalisation de la politique monétaire dans les économies avancées. D'autres évolutions potentielles au niveau mondial, telles qu'une

Banque centrale européenne
Direction générale Communication
Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne
Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France

résurgence plus large de la pandémie de coronavirus (COVID-19), des faiblesses dans les principales économies de marché émergentes ou un ralentissement plus marqué de l'activité économique de la Chine, pourraient également affecter les risques pesant sur la croissance et l'inflation.

Les sociétés non financières de la zone euro sont confrontées à des défis liés à la hausse des prix des intrants et à l'assombrissement des perspectives économiques. Cela pourrait accroître les défaillances, en particulier pour les entreprises et les secteurs qui ne se sont pas encore complètement remis de la pandémie. En outre, les entreprises fortement endettées et celles dont la notation de crédit est plus faible pourraient avoir des difficultés face à un durcissement des conditions de financement.

Les prix de l'immobilier résidentiel de la zone euro ont poursuivi leur hausse et la croissance des prêts hypothécaires s'est accélérée, même si la généralisation des prêts hypothécaires à taux fixe devrait protéger de nombreux emprunteurs de la hausse des taux d'intérêt à court terme.

Les perspectives de rentabilité pour les banques européennes se sont encore détériorées, après une forte reprise en 2021. L'impact potentiel de l'augmentation des prix de l'énergie, d'une inflation plus forte et d'une croissance plus faible pourrait entraîner une matérialisation des risques sur la qualité des actifs. Dans le même temps, seules quelques banques ont une exposition directe significative vis-à-vis de la Russie et de l'Ukraine et une récente analyse de la vulnérabilité effectuée par la BCE indique que le système bancaire de la zone euro devrait rester résilient même dans des scénarios économiques très défavorables.

Des flux importants ont été observés de fonds d'investissement gérant des portefeuilles d'obligations d'entreprises vers des fonds gérant des expositions aux obligations souveraines, de même qu'en provenance des fonds actions « croissance » vers les fonds actions « valeur ». Jusqu'à présent, ces arbitrages n'ont pas provoqué de perturbations au niveau systémique, mais le secteur reste vulnérable en raison de sa faible liquidité, de son risque de durée élevé et de sa forte exposition aux obligations émises par des entreprises à la santé fragile. Certains fonds sont également confrontés à des risques supplémentaires dus à un levier excessif sur produits dérivés ou à des investissements en crypto-actifs.

La résilience du système financier tirerait profit d'un cadre plus efficace pour les coussins de fonds propres. [Suivant une proposition récente de la BCE](#), des coussins de fonds propres plus élevés libérables en période de tensions amélioreraient la capacité des banques à absorber les pertes et à maintenir leur activité de prêt. La réglementation relative aux risques dans le secteur financier non bancaire, par exemple les risques résultant de l'inadéquation de la liquidité, des pratiques en matière de levier d'endettement ou d'appel de marge, devrait également être renforcée.

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France

Communiqué de presse / 25 mai 2022

Selon la Financial Stability Review de la BCE, la guerre entre la Russie et l'Ukraine accroît les risques pour la stabilité financière

**Pour toute demande d'information, les médias peuvent s'adresser à [Simon Spornberger](#),
au : +49 151 15 661 448.**

Banque centrale européenne

Direction générale Communication

Sonnemannstrasse 20, 60314 Frankfurt am Main, Allemagne

Tél. : +49 69 1344 7455, courriel : media@ecb.europa.eu, site Internet : www.ecb.europa.eu

Reproduction autorisée en citant la source

Traduction : Banque de France